

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Comment expliquer l'internationalisation de la chaîne de valeur?

Programme officiel :
Science économique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?	- Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale. - Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur). - Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est-à-dire son aptitude à exporter. - Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Mise en évidence de la hausse de la part des CVM dans les échanges mondiaux. - Transformation des échanges internationaux : augmentation de la part des échanges de biens intermédiaires dans les échanges internationaux. - En 1970, les CVM représentent 37 % des échanges mondiaux mais 48 % des échanges mondiaux en 2015.
Document 2	- Le processus de production de l'iPhone illustre la fragmentation et de l'internationalisation de la chaîne de valeur. - Les activités à forte valeur ajoutée sont réalisées aux États-Unis et les activités à faible valeur ajoutée dans les pays émergents.
Document 3	- Présente les avantages comparatifs de quatre pays. - Les dotations factorielles et/ou technologiques fondent les avantages comparatifs. - Les FMN exploitent les avantages comparatifs des pays en fragmentant la chaîne de valeur.
Document 4	- Présente les écarts de coût moyen du travail en Europe. - Au quatrième trimestre 2019, le coût moyen du travail est de 32 euros dans la zone euro. - Le coût moyen du travail est un déterminant de la compétitivité-prix des entreprises et donc de la compétitivité des nations. - La fragmentation des chaînes de valeur repose sur la recherche de compétitivité des entreprises à l'échelle internationale.

Problématique possible :

L'importance prise par les échanges de biens intermédiaires ainsi que par les échanges intra-firmes mettent en évidence la part croissante des chaînes de valeur mondiale dans les échanges internationaux. Selon l'OMC, une chaîne de valeur mondiale est une succession d'activités exécutées par les entreprises pour créer de la valeur lors des diverses étapes de la production (chaîne d'approvisionnement), mais aussi avec toutes les activités faisant partie de la chaîne de la demande (commercialisation, vente, service à la clientèle). Quels sont les facteurs à l'origine de la chaîne de valeur et de son internationalisation ?

Proposition de plan détaillé :

I. Les spécialisations nationales expliquent l'internationalisation de la chaîne de valeur	II. La recherche de compétitivité explique l'internationalisation de la chaîne de valeur
A) La spécialisation repose sur l'exploitation d'un avantage comparatif • L'avantage comparatif est lié à la dotation factorielle Les prix de produits nécessitant l'utilisation intensive d'un facteur de production abondant seront relativement moins élevés que celui d'un produit nécessitant la mise en œuvre d'un facteur de production rare. Comme les pays se spécialisent dans la production du bien leur offrant la meilleure combinaison productive, le pays aura par conséquent intérêt à exporter des produits intensifs en facteur de production abondant et à importer ceux qui sont intensifs en facteur de production rare. (Cf. document 3) • L'avantage comparatif est lié à la dotation technologique Il existe des écarts technologiques qui expliquent la nature et les flux d'échanges. Ainsi, les économies avancées exportent les produits innovants. Les économies avancées doivent donc innover continuellement afin de maintenir leur avantage comparatif et leur insertion dans le commerce mondial. (Cf. document 3)	A) L'objectif de compétitivité-prix des firmes détermine l'internationalisation de la chaîne de valeur • La fragmentation des CVM permet d'accroître la productivité des firmes. Empiriquement, la participation des entreprises aux CVM augmente leur efficacité par une meilleure utilisation des facteurs de production. La productivité des entreprises augmente. • La productivité des firmes sous-tend leur compétitivité-prix. La compétitivité-prix se mesure par le rapport entre les prix des exportations des pays partenaires avec le prix des exportations du pays. Plus largement, la compétitivité-prix est liée à l'évolution des coûts unitaires de production. Ainsi, le coût moyen du travail dans un pays impacte la compétitivité-prix d'une firme. (Cf. document 2 et document 4).
B) La spécialisation des pays génère des échanges de produits intermédiaires	B) L'objectif de compétitivité hors-prix des firmes détermine l'internationalisation de la chaîne de valeur
• La spécialisation fait apparaître une division internationale du travail.	• Les échanges de produits intermédiaires génèrent du commerce intra-firme.

La fragmentation des CVM est liée à la spécialisation des pays afin qu'ils puissent exploiter leur AC. • La DIT provoque des échanges de produits intermédiaires Chaque pays étant spécialisé dans la production pour laquelle sa productivité relative est la plus élevée, des échanges de produits intermédiaires sont réalisés (Cf. document 1). Soit les pays importent des biens intermédiaires pour produire de nouveaux biens ou services ; soit les pays exportent vers d'autres pays des produits intermédiaires.	• Ces échanges favorisent une différenciation horizontale et verticale source de compétitivité. En effet, l'aptitude à faire face à la concurrence en s'appuyant sur des éléments fondés sur la qualité, l'innovation, la différenciation peut être améliorée par la fragmentation de la CVM (Cf. document 2).
---	---

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE A PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : Mobilisation des connaissances

Question : À l'aide de deux exemples, vous montrerez que les acteurs impliqués dans les questions environnementales entretiennent des relations de coopération et de conflit. (4 points)

Regards croisés

Quelle action publique pour l'environnement ?

Réponse possible : La construction des questions environnementales comme problème public et leur mise à l'agenda politique, impliquent divers acteurs qui peuvent entretenir des relations de coopération et de conflit.

- Certains acteurs peuvent parfois coopérer autour d'un enjeu environnemental. La coopération peut alors passer par l'organisation de discussions et l'échange d'informations afin de proposer des mesures à mettre en place. C'est ce principe qui a par exemple guidé l'organisation en France du Grenelle de l'environnement en 2007, ou plus récemment la Convention citoyenne pour le climat en 2019.
- Lorsque les acteurs des questions environnementales partagent des visions opposées ou concurrentes, ils peuvent également entrer en conflit. Certains thèmes environnementaux sont ainsi régulièrement l'objet d'oppositions entre plusieurs acteurs (pesticides, nucléaire, éoliennes...). Le conflit peut même dans certains cas se traduire par un recours à la justice. « L'Affaire du siècle » a par exemple opposé diverses associations (Greenpeace, Oxfam...) à l'État, accusé d'inaction face aux préoccupations écologiques.

Deuxième partie (6 points) : **Étude d'un document**
Science économique

Question 1 : À l'aide des données du document, vous caractériserez l'accès à l'emploi au cours des 3 premières années de vie active pour l'ensemble de la population. (2 points)

Réponse possible :

Lors des 3 premières années de vie active, l'accès à l'emploi peut être marqué par certaines difficultés. Une partie importante des jeunes actifs est confrontée à la précarité, au chômage, à la nécessité de reprendre des études, etc. Seulement 57% des actifs ont accédé à un emploi durable, selon une enquête effectuée en 2013. Une part importante des jeunes actifs sont, par exemple, en situation de chômage ou d'accès progressif à l'emploi (21%). Environ un jeune actif sur 10 doit reprendre des études.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez l'influence du niveau de diplôme sur l'accès à l'emploi et le chômage. (4 points)

Réponse possible :

Plus le niveau de diplôme est élevé, plus les chances d'accéder à un emploi durable et d'éviter une situation de chômage sont fortes. Selon une enquête publiée en 2016, lors de leurs trois premières années de vie active, 76% des individus ayant un diplôme du supérieur long avaient accédé à un emploi durable contre seulement 21% des non diplômés.

Les études et l'obtention de diplômes permettent que les qualifications de la main-d'œuvre soient adaptées aux qualifications recherchées par les employeurs afin d'éviter les problèmes d'appariement entre l'offre et la demande du travail. Le progrès technique et la mondialisation ont entraîné une diminution des emplois peu qualifiés. Le diplôme est donc de plus en plus un critère déterminant pour limiter les risques de chômage.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire**
(10 points)

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les inégalités de réussite scolaire s'expliquent par une multitude de facteurs.

Programme officiel: Sociologie

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
Quelle est l'action de l'École sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?	- Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'École, rôle du capital culturel et des investissements familiaux, socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) dans la construction des trajectoires individuelles de formation.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Bernard Lahire met en évidence le rôle du capital culturel et des investissements familiaux dans l'explication des inégalités de réussite scolaire : effet du capital culturel « objectivé » (livres, bibliothèque), attachement à des normes scolaires au sein des familles dotées en capital culturel, valorisation des compétences et des apprentissages scolaires (par exemple l'affichage des dessins des enfants, etc.).
Document 2	- Le document met en évidence le lien entre le niveau de diplôme des parents et celui des enfants : ainsi, 27,4% des diplômés du supérieur ont des parents peu ou pas diplômés alors que 78,1% des diplômés du supérieur ont au moins un parent diplômé du supérieur. Parmi les familles dont les parents sont peu ou pas diplômés, 23% des enfants n'ont aucun diplôme, 27% des enfants ont un CAP, BEP ou équivalent, 4,8% des enfants ont un diplôme de niveau bac+5. En revanche, parmi les familles dont au moins un parent est diplômé du supérieur, seuls 3,8% des enfants n'ont aucun diplôme contre 34,1% qui possèdent un diplôme de niveau bac+5. Les inégalités de réussite scolaire s'expliquent en partie par le niveau de diplôme des parents.
Document 3	- Ce document caractérise l'évolution de la proportion d'une génération titulaire du baccalauréat selon le sexe. En 2017, la proportion de bachelères dans une génération s'élève à 83,8 %, contre 74% pour les bacheliers, soit un écart de 9,8 points en faveur des filles. En 2005, cet écart était de 11,4 points.

Raisonnement possible :

Le sujet demande de mettre en évidence les multiples facteurs explicatifs des inégalités de réussite scolaire :

- le rôle de l'école ;
- le rôle du capital culturel et des investissements familiaux ;
- l'effet de la socialisation selon le genre ;
- l'effets des stratégies des ménages

- **Le fonctionnement de l'école explique en partie les inégalités de réussite scolaire**

- L'école repose sur un idéal méritocratique. Cependant, les inégalités de réussite scolaire selon les milieux sociaux demeurent. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs en relation avec le fonctionnement de l'école elle-même.

- Les sociologues mettent en avant un effet « établissement ». Ces derniers tendent parfois à concentrer des populations socialement homogènes, ce qui contribue à renforcer les inégalités de réussite scolaire là où davantage de mixité sociale conduirait à un effet inverse.

- L'école valorise des normes de comportement, des attitudes et des connaissances plus fréquemment présentes dans les familles les plus favorisées.

- **Le rôle du capital culturel et des investissements familiaux**

- La détention de capital culturel (diplômes des parents, connaissances, livres, œuvre d'art, maîtrise du langage, dispositions spécifiques, etc.), valorisé à l'école, facilite la réussite scolaire. Bernard Lahire (document 1) prolonge cette analyse en ciblant notamment le capital culturel « objectivé ». Il évoque la présence « normes scolaires » essentielles à la réussite dans des familles fortement dotées.
- Dans les familles favorisées, les apprentissages scolaires sont valorisés et le rapport familial à l'école prédispose à la réussite scolaire : organisation du temps de travail, accompagnement et soutien scolaire des enfants sous des formes variées, connaissance du système éducatif, etc.

- **La socialisation genrée explique en partie les inégalités de réussite scolaire**

- Les inégalités de réussite scolaire s'expliquent en partie par une socialisation différenciée entre filles et garçons. En 2017, la proportion de bachelières dans une génération s'élève à 83,8%, celle des bacheliers à 74%, soit un écart de 9,8 points en faveur des filles. En 2005, cet écart était de 11,4 points (document 3).
- Les comportements et attitudes attendus et intériorisés par les filles prédisposent à la réussite scolaire (acceptation de la norme scolaire, attention, etc.) à l'inverse des garçons.

- **Effets de certaines stratégies des ménages**

- Les stratégies des ménages et des familles influencent la réussite scolaire des enfants à travers le choix des études. Il existe en effet des choix d'orientation différenciés en fonction des milieux sociaux.
- D'autres stratégies reposent sur l'optimisation des choix en faveur d'établissements scolaires, que ce soit dans l'enseignement primaire, secondaire ou bien dans le supérieur.

ÉPREUVE COMPOSÉE B

PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances (4 points)**

Sociologie et science politique

Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Question : À l'aide de deux exemples, vous montrerez que l'engagement politique prend des formes variées.

Réponse possible :

L'engagement politique peut prendre des formes très diverses. Les exemples possibles sont multiples et peuvent notamment concerner :

- le vote
- le militantisme
- l'engagement associatif
- la consommation engagée

Deuxième partie (6 points) : **Étude d'un document**

Sociologie et science politique

Comment est structurée la société française actuelle ?

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution de la part des catégories socioprofessionnelles « Cadres et professions intellectuelles supérieures » et « Ouvriers » parmi les personnes en emploi. (2 points)

Réponse possible

- En près de quarante ans, la répartition des emplois par catégorie socioprofessionnelle s'est profondément modifiée.
- En 1982, les ouvriers représentaient 30,3% des actifs. Entre 1982 et 2019, la part des ouvriers a baissé de 10,7 points, pour s'établir à 19,6 % en 2019.
- En 1982, 7,8% des actifs appartenaient à la catégorie cadres et professions intellectuelles supérieures. Sur l'ensemble de la période, la part de cette catégorie socioprofessionnelle a gagné 11,5 points pour atteindre 19,3 %, quasiment au même niveau que les ouvriers.
-

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez le phénomène de tertiarisation de la population active française. (4 points)

Réponse possible

- La tertiarisation constitue une des principales les principales évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle et désigne l'augmentation du poids du secteur tertiaire dans la population active.
- On constate en effet la montée des emplois tertiaires et la baisse relative des emplois agricoles et industriels (secteurs primaire et secondaire).
- Ainsi, la part des employés dans la population active a augmenté entre 1982 et 2017, la part des professions intermédiaires a été multipliée par 1,5, et celle des cadres et professions intellectuelles supérieures par 2,5. En parallèle, la part des ouvriers s'est réduite et a été divisée par 1,5.
- L'évolution de la répartition sectorielle de la population active s'explique par des différentiels de gains de productivité et d'accroissement de la demande selon les secteurs.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire**
(10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment l'innovation peut être une solution aux limites écologiques de la croissance économique.

Programme officiel : Science économique

Questionnements	Objectifs d'apprentissage
Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ?	-Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources, la pollution et le réchauffement climatique) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites.

Exploitation possible des documents :

Document 1	-En 2015, en France, l'indice des dépenses de R et D relatives à la protection de l'environnement est de 172, base 100 en 2010, soit 72% d'augmentation, tandis que l'indice des dépenses nationales de R et D est de 138, base 100 en 2006, soit 38% d'augmentation. -L'indice des dépenses de R et D relatives à la protection de l'environnement a donc augmenté près de deux fois plus vite que celui des dépenses nationales de R et D. -L'innovation est donc une solution aux limites écologiques de la croissance, car les dépenses de R et D en matière environnementale augmentent plus vite que les dépenses nationales. -Cet effort plus marqué pour les dépenses de R et D relatives à la protection de l'environnement montre un réel intérêt pour les questions environnementales et favorise la mise en œuvre d'innovations variées (de produits et de procédés) en faveur de l'environnement.
Document 2	-Les innovations dans le domaine énergétique sont une solution aux limites écologiques de la croissance, liées notamment à l'utilisation des énergies fossiles (épuisement des ressources et pollution liée à leur combustion). -Il s'agit donc d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie en innovant dans la production d'énergies renouvelables, et dans l'utilisation de ces énergies. -Les énergies solaire photovoltaïque et éolienne sont deux exemples d'énergies renouvelables, dont la part dans la consommation totale d'énergie doit massivement augmenter d'ici 2050 (de 15 à 85%). L'utilisation de ces énergies est donc une solution dans l'objectif de réduction des gaz à effet de serre responsables des dérèglements climatiques.

Document 3	-Entre 2007 et 2017, les émissions de CO₂ des voitures neuves en France métropolitaine sont passées de 149,3 g de CO₂/km à 110,6, soit une baisse d'environ 30%. -Cette évolution a été permise par un certain nombre d'innovations dans le secteur automobile concernant les émissions de CO₂ des véhicules neufs (véhicules plus économes en énergie, véhicules électriques, hybrides, donc, moins polluants et plus propres). -L'innovation (de procédé et de produit) est donc bien une solution aux limites écologiques de la croissance (émissions de CO₂ liés aux activités de transport).
------------	--

Raisonnement possible :

Objectifs du sujet :

- Montrer qu'il existe des solutions aux limites écologiques de la croissance.
- Montrer comment l'innovation permet de reculer et de solutionner ces limites.
- Montrer que la diversité des innovations apporte des réponses complémentaires aux limites écologiques de la croissance.

plan :

Des innovations en faveur de l'environnement : le rôle des dépenses de R et D en matière environnementale.

Les dépenses de R et D relatives à la protection de l'environnement progressent plus vite que les dépenses nationales (document 1). Ce qui montre l'intérêt croissant des acteurs économiques privés et publics (entreprises et administrations) pour les questions environnementales.

Des innovations permettant de reculer les limites énergétiques de la croissance

La croissance économique se heurte à des limites écologiques et crée des externalités négatives en matière environnementale : hausse de la pollution liée aux émissions de GES responsables des dérèglements climatiques et épuisement des ressources naturelles (fossiles), remettant en cause le mode de production et de consommation des économies en croissance. De multiples innovations permettent de reculer ces limites, notamment dans le domaine des énergies renouvelables (document 2).

Des innovations favorisant une croissance soutenable : des innovations de procédés favorables à l'environnement

Les innovations de procédé, qui se situent en amont du processus de croissance peuvent favoriser une croissance soutenable. En effet, dans le domaine énergétique et industriel (énergies renouvelables, gestion de l'eau et des déchets par exemple), il existe de nouveaux procédés plus économes en énergie, donc, plus durables. Ainsi, le progrès technique est une solution à la réduction du capital naturel (document 2).

Des innovations de produit favorables à l'environnement

Les innovations de produit peuvent aussi contribuer à une croissance moins énergivore et plus propre. Toujours dans le cadre de la soutenabilité faible, de nouvelles pratiques de consommation (le bio par exemple), le tri et l'utilisation de produits plus économes en énergie (automobile, électroménager) peuvent contribuer à rendre la croissance soutenable (document 3).

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation académique, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.